

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-Le-Saunier

Le 7 octobre 2024.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BERTHERAT Roland S.N.C. (Les Frattes)**

1 route des Jourats  
39150 Saint-Laurent-En-Grandvaux

Références : EL/VV/2024/L\_304  
Code AIOT : 0012100167

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement BERTHERAT Roland S.N.C. (Les Frattes) implanté rue Elie Mayet 39150 Saint-Laurent-en-Grandvaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

A la suite de la visite d'inspection réalisée le 26 juin 2018, l'exploitant a déposé le 6 septembre 2018 un dossier de porter à connaissance de demande de modification de l'AP n° AP-2016-05-DREAL du 24 mars 2016 pour accueillir des déchets inertes, sous motif d'un manque de matériaux pour réaliser le merlon paysager (art. 16 de l'AP du 24 mars 2016). L'inspection s'inscrit également dans ce cadre.

Cette visite s'est faite conjointement avec le service « biodiversité, eau, patrimoine » de la DREAL BFC afin de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté "dérogation destruction espèces protégées" n° BEP-16-110 du 10 mars 2016.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERTHERAT Roland S.N.C. (Les Frattes)
- rue Elie Mayet 39150 Saint-Laurent-en-Grandvaux
- Code AIOT : 0012100167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS CARRIERES DES FRATTES est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-en-Grandvaux une carrière de roches massives calcaires par l'arrêté préfectoral n° AP-2016-05-DREAL du 24 mars 2016. La société est également autorisée à déroger à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées par l'arrêté n° BEP-16-110 du 10 mars 2016. Enfin, la société est autorisée à défricher une surface définie par l'arrêté n° 2016-02-16-1 du 17 février 2016.

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits
- Déchets
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/03/2016, article 24.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 26.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Mesures d'évitement et de réduction	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.1 & 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, 9 non-conformités ont été relevées avec un nombre élevé de justificatifs à fournir.

Les différents constats effectués soulignent la nécessité pour l'exploitant de renforcer la traçabilité des actions réalisées et d'améliorer la qualité des rapports qui lui permettent de justifier du respect des prescriptions de l'arrêté "dérogations espèces protégées" n° BEP-16-110 du 10 mars 2016. Le rôle de chaque acteur dans le cadre de la remise en état du site, entre l'ONF, l'exploitant et d'éventuels sous-traitants doit être précisé. L'exploitant doit renforcer le cahier des charges des études de suivis écologiques de manière à ce que les rapports répondent de manière exhaustive aux objectifs fixés dans l'AP pour les prochains suivis.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2510-1 : exploitation de carrières ;</li> <li>• 2515-1a : installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non-dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 550 kW ;</li> <li>• 2517-2 : station de transit de produits minéraux ou de déchets non-dangereux inertes supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m<sup>2</sup>.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la suite de la visite d'inspection réalisée le 26 juin 2016, l'exploitant a déposé le 6 septembre 2018, puis complété le 10 juin 2021 un dossier de porter à connaissance de demande de modification de l'AP n° AP-2016-05-DREAL du 24 mars 2016 pour accueillir des déchets inertes, sous motif d'un manque de matériaux pour réaliser le merlon paysager (art. 16 de l'AP du 24 mars 2016).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant informe l'inspection de sa volonté de retirer le dossier de demande de modification de l'AP n° AP-2016-05-DREAL du 24 mars 2016.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant notifiera par un courrier au préfet le retrait du dossier susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Niveau de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Production
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 50 000 tonnes sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 6 ci-après. La quantité annuelle maximale autorisée à extraire est de 80 000 tonnes de calcaire commercialisable [...].
<b>Constats :</b>  Au vu des déclarations GEREP indiquées par l'exploitant pour les années 2022 et 2023, la production annuelle maximale est conforme aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 24 mars 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Registre déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> <li>la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> c) Concernant l'origine du déchet : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'adresse de l'établissement ;</li> <li>l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la</li> </ul>

commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

NON-CONFORMITÉ : l'exploitant ne tient pas de registre des déchets sortants. Il indique qu'une société se rend sur site pour les déchets dangereux uniquement (pompage des eaux souillées).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place un registre des déchets sortants contenant les informations ci-dessus (dangereux et non-dangereux) et justifiera de sa mise en place à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Plan exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 23
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• le bord de la fouille, les limites d'extraction fixées sur l'annexe 2 et les clôtures ;</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) des aires de transit des matériaux et des banquettes découpant les fronts ;</li><li>• les zones remises en état ;</li><li>• la position des éléments de surface à protéger tels que mentionnés dans l'annexe 3.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
<b>Constats :</b>  La dernière mise à jour du plan d'exploitation date de novembre 2023. Il manque la position des éléments de surface à protéger tels que mentionnés dans l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2016.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra un plan d'exploitation conforme à l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2016, article 24.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantier, telle que prévue à l'article 24.1, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique vidangé annuellement. Les normes de rejet contrôlé annuellement dans le milieu naturel sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• MEST (matières en suspension totale) : &lt; 35 mg/l (norme NF T 90 105)</li><li>• Hydrocarbures : &lt; 10 mg/l (norme NF T 90 114)</li><li>• D.C.O. : &lt; 125 mg/l (norme NF T 90 101)</li></ul>
<b>Constats :</b>

<p><b>NON-CONFORMITÉ</b> : l'exploitant n'a pas fait réaliser de contrôle des eaux rejetées au milieu naturel, après traitement par le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Par courriel reçu le 29/08/2024, l'exploitant informe l'inspection que des analyses sont en cours dans un laboratoire local.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les résultats du contrôle des analyses des eaux pluviales au niveau du séparateur d'hydrocarbures réalisé par un organisme agréé.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 3 mois</p>

#### N° 6 : Emissions sonores

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 26.2</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, les 10 premières années puis à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne annuelle de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont archivés.</p> <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>NON-CONFORMITÉ</b> : La dernière campagne de mesures des émissions sonores a été réalisée par un bureau d'études agréé en 2022. Depuis, aucune mesure n'a été réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera réaliser un contrôle des émissions sonores et transmettra le rapport à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 3 mois</p>



**N° 7 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 30
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  30.1 - Remblaiement et végétalisation L'utilisation d'environ 33 750 m <sup>3</sup> de stériles et des 5 350 m <sup>3</sup> de terre de découverte doit permettre un remblaiement des fronts avec une pente de 1/1. Le remblaiement et le reboisement avec les arbustes (prévus à l'article 14) et concernant les arbres de haut-jet : hêtre et sapin pectiné débutent par la partie Sud du carreau en remontant vers le Nord à l'avancement de chaque phase.  30.2 - Aménagement rupestre Des vires doivent être créées afin d'accueillir de l'avifaune rupestre.  30.3 - Aménagement d'une mare temporaire Une mare sera aménagée après « grattage » du carreau résiduel sur 50 cm d'épaisseur et environ 25 m <sup>2</sup> afin de constituer la base d'une mare temporaire.
<b>Constats :</b>  Sur la carte présentant la remise en état du site (figure 12 du dossier de demande de dérogation), il est précisé que la constitution de talus reboisés au nord de la carrière sera réalisée en « 6 phases coordonnées à l'extraction ». L'exploitant précise oralement que cette action est effectivement réalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction sans que soit fixée d'échéance ou d'objectif. De plus, à l'évocation de plantations sur ce talus, l'exploitant précise qu'aucune action n'a été menée jusque-là. Par ailleurs, l'exploitant précise que le volume de stériles pourraient être insuffisants pour réaliser l'ensemble de la mesure à terme.  NON CONFORMITÉ : La remise en état reste en l'état difficile à apprécier en l'absence d'échéancier spécifique à l'avancement de cette action (remblaiement, plantation).  L'exploitant a transmis un échéancier de l'ONF par mel du 29/08/2024 prévoyant à chaque date « alerte » (notamment au 1 <sup>er</sup> septembre 2021) une « prévision de la remise en état de la 1 <sup>ère</sup> tranche ». Néanmoins, le document ne précise pas ce que représente cette action et si un point d'étape a bien eu lieu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir un échéancier précisant l'avancement du remblaiement du talus nord et des plantations en fonction des différentes phases d'exploitation de la carrière. Le document précisera également le rôle de chaque acteur dans le cadre de cette remise en état, entre l'ONF, l'exploitant et d'éventuels sous-traitants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Mesures d'évitement et de réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.1 & 4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures ERC
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.1 : Mesures d'évitement Les mesures d'évitement listées ci-après, sont précisées dans le dossier de demande de dérogation déposé par le bénéficiaire en novembre 2013 et sont rappelées en annexe à cette décision. Elles portent sur les travaux de déboisement et de défrichement qui seront réalisées progressivement (année 1, 6, 11, 21 et 26) à la période la moins défavorable pour la faune, soit sur la période du 1 <sup>er</sup> septembre au 15 mars, et après vérification par un écologue spécialiste de l'absence de chauves-souris ou d'oiseux dans des cavités d'arbres-gîtes potentiels. Article 4.2 : Mesures de réduction Elles portent sur le maintien de la haie et la bande boisée au sud-ouest de la carrière qui seront renforcées par la plantation d'arbustes dès la première année d'autorisation. Annexe de l'AP : <ul style="list-style-type: none"><li>• Phasage de défrichement : Cette mesure est destinée à atténuer l'effet d'une coupe trop vaste sur l'intégralité de la superficie d'implantation. La réalisation de l'extraction en 6 phases permet de calquer l'abattage et le dessouchage des arbres sur ce planning. Ainsi, la flore et la faune verront leur biotope supprimé de manière progressive, par tranche d'environ 1/2 à 1 ha. Les espèces liées aux boisements pourront exploiter leur ressource pendant encore 5 à 30 années au maximum. Phase 1 = année n Phase 2 = année n+5 Phase 3 = année n+10 Phase 4 = année n+15 [...]</li><li>• Maintien de lisières, de bandes boisées et de haies : [...] La haie et la bande boisée au sud-ouest de la carrière seront maintenues et renforcées par la plantation d'arbustes dès la première année d'autorisation. Pour les plantations, des essences locales seront essentiellement utilisées. [...] Les plantations seront réalisées en quinconce, dans la mesure du possible compte tenu qu'il s'agit d'un renforcement arbustif. Une bande boisée tampon de 10 mètres sera conservée autour du périmètre d'extension de la carrière. Cette mesure, en concertation avec l'ONF, permettra de limiter l'effet lié à la perte de sol, au déficit hydrique ou les effets du vent sur la forêt proche (mis en îlot de vieillissement - mesure compensatoire, cf. plus loin).</li></ul>
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Mesures liées aux travaux de défrichement</b> L'exploitant précise que la phase 1 d'exploitation a pris un peu de retard, mais que le défrichement lié à la phase 2 a été réalisé en 2021. L'exploitant n'a cependant pas pu préciser lors de la visite la surface exacte défrichée. Concernant la période d'intervention, il indique que les travaux ont été réalisés en septembre/octobre sans avoir les dates précises. À la demande du passage préalable d'un écologue sur site avant défrichement (expertise réalisée en 2016 par Sciences Environnement), l'exploitant renvoie vers le rapport de suivi faunistique 2021. Or, ce rapport relève des mesures de suivis et pas de la mesure de réduction évoquée. Le rapport</li></ul>

le précise d'ailleurs clairement en page 40 dans l'encadré vert. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si un rapport a été produit en amont du défrichement de la phase 2 comme le prévoit l'AP.

Suite au contrôle, l'exploitant a repris contact avec l'ONF et a transmis par mail du 29/08/2024 un rapport de défrichement correspondant à la phase 2. Il est constaté que le rapport est daté du 29/08/24 et apporte différentes informations :

- les travaux ont eu lieu entre le 25/10 au 10/11/2021, période qui correspond à l'AP de dérogation ;
- la surface défrichée en 2021 est de 0,38 ha, tandis que l'AP prévoyait une surface de 0,7296 ha. Cette différence de surface n'est pas expliquée ni dans le rapport ni par l'exploitant, alors que la surface d'exploitation de la phase 2 reste la même.

**NON CONFORMITÉ :** le rapport n'apporte pas de nouveaux éléments sur le passage préalable ou non d'un écologue en amont des travaux. Il n'est donc pas possible d'évaluer l'impact de ce défrichement sur les éventuels habitats de chiroptères qui pouvaient être présents sur cette zone. Enfin, la localisation des passages des engins motorisés n'est pas précisée. Le respect de ces points de l'AP n'est donc pas vérifiable en l'état.

- **Maintien d'une bande boisée et des haies au sud-ouest de la carrière, plantation dès la première année et maintien d'une bande boisée tampon de 10 m autour de l'extension de la carrière**

Le rapport de suivi 2021 conclut en page 42 qu'« une partie de cette mesure prescrite dans l'AP d'exploitation et l'AP de dérogation a été respectée ». Le rapport ne précise cependant pas ce qui n'a pas été réalisé et ne formule pas de recommandation pour rendre effective cette mesure et donc respecter l'AP.

L'exploitant n'a pas apporté d'éléments complémentaires sur ce point. Cela conduit nos services à formuler les deux points suivants :

- Nécessité d'avoir des rapports de suivis complets (comme détaillés dans le dossier de DDEP et l'AP), détaillés et conclusifs.
- Conclusion qui conduit à considérer la mesure comme non effective dans son intégralité (sans pouvoir préciser laquelle faute d'éléments).

Concernant le maintien d'une bande tampon de 10 m autour de l'extension de la carrière, des marquages blancs sont présents autour de la carrière au niveau des arbres situés en limite externe de la carrière. Le défrichement réalisé a bien maintenu une bande boisée depuis cette limite.

Néanmoins, à l'occasion de la visite au sein de la carrière, nous constatons qu'un secteur est constitué de milieux ouverts herbacés correspondant à un chemin utilisé par un agriculteur dans l'attente de l'extension de la carrière.

Il est demandé à l'exploitant la localisation des haies et boisements concernés par un renforcement par plantation : l'exploitant évoque plusieurs secteurs situés à l'ouest avant de présenter une cartographie émanant du bureau d'études Sciences environnement. La carte présentée n'a néanmoins pas de légende complète et ne permet pas de vérifier la traduction spatiale de la mesure.

Lors de la visite au sein de la carrière, il est constaté qu'une haie a été maintenue sur toute la bordure ouest de la carrière. Il n'a pas été possible de vérifier la réalisation de plantations sur ce secteur compte tenu de l'ancienneté des travaux qui ont dû avoir lieu en 2017 (d'après un courrier d'engagement d'exploitant daté du 14 décembre 2016 retrouvé par nos services suite à l'inspection).

Sur la carte présentée par l'exploitant datant de décembre 2016, un secteur est identifié en jaune

<p>(merlon sud) et semble correspondre à un secteur qui devait être planté au regard de la carte provisoire légendée transmise par mail du 16 novembre 2016 de la part de Sciences Environnement. L'exploitant a néanmoins précisé que les plantations concernaient davantage les haies à l'ouest.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu préciser l'historique de ces échanges et a ensuite expliqué lors de la visite de la carrière qu'une transplantation de petits résineux avait été réalisée sur le merlon sud lors de la première phase de défrichement, mais que les pieds sont en grande partie morts depuis 2/3 ans. L'exploitant précise que cette transplantation a été réalisée directement par le carrier et qu'il n'y a pas de trace écrite. Sur le terrain, il est constaté que quelques individus de résineux d'environ 1m de hauteur au sommet d'un merlon. Il n'est pas possible de vérifier sur site s'il s'agit de plantations ou de régénération naturelle. Dans tous les cas, le linéaire ne présente actuellement pas de haie et l'exploitant n'a pas précisé l'objectif qui était poursuivi avec la transplantation de ces résineux.</p> <p>NON CONFORMITÉ compte tenu de ces différentes incertitudes liées aux plantations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un compte-rendu complété concernant les travaux de défrichement liés à la phase 2 permettant de vérifier les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarifier la différence de surface défrichée par l'ONF en 2021 par rapport à la surface prévue de 0,7296 ha pour la phase 2 ;</li> <li>• Préciser les accès utilisés par les engins motorisés ;</li> <li>• Transmettre le rapport de l'écologue suite au passage en amont du défrichement de la phase 2.</li> </ul> <p>Il est demandé également à l'exploitant la transmission d'une carte précise localisant la bande tampon boisée de 10 m autour de l'extension de la carrière, faisant apparaître le détail des secteurs boisés ou non pour rendre compte des réalités du terrain.</p> <p>Concernant les haies, il est demandé que l'exploitant fournisse des documents précisant la localisation, le nombre de plants, les essences plantées, etc (facture par exemple). L'exploitant fournira également la carte de décembre 2016 dans une version légendée, accompagné des échanges ayant conduit à cette traduction spatiale de la mesure de plantation/renforcement de haies.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : Mesures de compensation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures ERC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures de compensation listées ci-après, sont précitées dans le dossier déposé par le bénéficiaire en novembre 2023 et sont rappelées en annexe à cette décision. Du fait de la connaissance du territoire, le bénéficiaire s'engage à contribuer à la mise en place des mesures avec les gestionnaires et les collectivités concernées. Elles portent sur la mise en îlot de deux îlots</p>

<p>de vieillissement de 1 et 2,5 ha sur 30 ans.</p> <p>Annexe de l'AP :</p> <p>Le pétitionnaire, en partenariat avec la mairie de Saint-Laurent-en-Grandvaux et l'ONF, ont convenu de la mise en place de deux îlots de vieillissement jouxtant la zone d'implantation. Ainsi, deux zones, de 1 ha et 2,5 ha, verront leur gestion sylvicole gelée durant les 30 années d'exploitation, dès la première année d'autorisation.</p> <p>Il s'agit de la parcelle 221 pour partie (section AS). Les boisements concernés par l'îlot de vieillissement sont partiellement soumis au régime forestier, il s'agit de la zone Nord.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de préciser lors de l'échange l'existence ou non d'une convention entre l'exploitant et l'ONF et/ou la commune de Saint-Laurent en Grandvaux. Une convention tripartite, datée du 04/07/2013, a néanmoins été retrouvée dans nos archives suite à l'inspection sur site.</p> <p>NON CONFORMITÉ : l'exploitant dispose du document de gestion de la forêt modifié comprenant la mise en place d'îlot de vieillissement. Une facture concernant la modification du document a également été présentée. Il n'a pas été possible d'identifier aisément au sein du document la surface spécifique liée à la carrière des Frattes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant la transmission du document de gestion forestière présentée, sous un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 10 : Mesures de suivi

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures ERC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les suivis feront l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne Franche-Comté.</p> <p>Les objectifs de ce suivi sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique fixé (amélioration, création ou renaturation d'habitats) ;</li> <li>• étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ;</li> <li>• établir un retour d'expérience sur ce type de restauration de milieux en faveur de la faune ;</li> <li>• réajuster certaines modalités de gestion ou renaturation afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.</li> </ul> <p>Ce suivi fera l'objet de compte-rendus, qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL BFC.</p> <p>Chaque compte-rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions</p>

d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels devront également être fournis au format tableur informatique : le nom de l'opérateur, les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce, le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection), la date de l'opération.

Ces données seront intégrées dans les bases de données de la DREAL BFC.

Annexe de l'AP : [...]

La périodicité sera aux années n+1, n+3, n+5, n+10, n+15, n+20, n+25 et n+30 (soit deux ans après la remise en état. Le cas échéant, les mesures pourront être réajustées *in situ* afin de maintenir les populations d'espèces en bon état de conservation.

Pour rappel, la durée d'exploitation est de « 28 ans dont 1 an pour la remise en état du site ». Le suivi effectué à N+30 correspond donc à deux ans après la remise en état.

#### **Constats :**

**NON CONFORMITÉ :** le protocole à soumettre à validation de la DREAL n'a pas été porté à notre connaissance. À la lecture de l'AP sur ce point, l'exploitant présente un échéancier de l'ONF concernant les suivis (document qui a été également transmis par mail du 29/08/2024). Néanmoins, le document ne précise pas dans le détail ce que recouvrent les différentes échéances listées et l'exploitant n'a pas pu préciser la part des suivis réalisés par l'ONF et la part réalisée par Sciences environnement (les deux structures ayant, semble-t-il, réalisé des rapports de suivis, la DREAL n'ayant connaissance que des suivis de Sciences Environnement en amont de la visite d'inspection).

Parmi les objectifs des suivis, l'évaluation de la pertinence des mesures reste insatisfaisante en l'état, le rapport de 2021 se contentant de citer l'AP et de faire une conclusion sans expliciter les éléments qui ont été vérifiés et sans proposer de mesures correctrices lorsque les mesures ne sont pas pleinement effectives (comme en page 42 du rapport).

L'AP de dérogation et le dossier du pétitionnaire prévoyaient un rapport de suivi à N+3 (soit en 2019). La DREAL n'a pas connaissance de ce suivi. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ce rapport a été réalisé ou non.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments suivants :

- Transmission d'un protocole de suivis comme demandé dans l'AP, en précisant le rôle de chacun, notamment entre l'ONF et le bureau d'étude environnemental ;
- Transmission de l'ensemble des suivis réalisés depuis 2016, notamment le rapport réalisé à N+3 ;
- Apporter des précisions sur le rapport de 2021, notamment au sujet de la mesure partiellement respectée présentée en page 42 du rapport, et proposer des actions correctrices pour rendre cette mesure effective.

Il est demandé à l'exploitant de renforcer le cahier des charges des études de suivis de manière à ce que les rapports répondent de manière exhaustive aux objectifs fixés dans l'AP pour les prochains suivis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois